



**PSA fait des profits et continu de sacrifier
l'emploi :
Nouveau plan de 2650 suppressions d'emplois.
Inacceptable !**

Alors que les ventes ne cessent d'augmenter, que la direction ne peut plus cacher la très bonne santé financière de l'entreprise (près de 600 millions € de bénéfice au 1^{er} semestre 2015), elle annonce lors d'un CCE extraordinaire, un nouveau plan de 2650 suppressions d'emplois.

Ces 2650 emplois supprimés se décomposent en 1 600 congés seniors non remplacés et 1050 départs dit « Volontaires ».

Depuis le 1^{er} janvier 2013, ce sont plus de 15 000 emplois qui ont disparus en France.

Cette hémorragie de l'emploi est inacceptable !

La conséquence directe est l'explosion de la précarité et l'accentuation de la dégradation des conditions de travail pour tous les salariés qui restent de l'ouvrier à l'ingénieur en passant par le technicien.

La CGT exige l'annulation de ce nouveau plan de suppression d'emplois et l'embauche des précaires en CDI.

Des objectifs très contestables

Pour 2016 et plus loin, la direction PCA prévoit entre autres :

- La création d'une usine au Maroc qui fait peser des menaces sur les emplois en Europe.
- L'externalisation de pans entiers d'activités de la DRD (roulage, mise au point ferrage, pilotage de la maintenance des moyens d'essais, etc.)
- L'accélération de la sous-traitance et de la délocalisation des études et des services informatiques.
- La poursuite des suppressions d'emplois sous prétexte de délocalisation de la production du segment B (C3, 208 et suivantes) avec la suppression d'une chaîne de montage à Mulhouse et à Poissy.
- La restructuration des DMB :
 - ✓ La création du Pôle industriel lorrain qui fait planer des doutes importants sur l'avenir de l'usine de Borny.
 - ✓ La création de « Polaris » avec des menaces très fortes sur l'emploi à Valenciennes, SevelNord et la FM.
 - ✓ Le transfert de l'activité d'usinage de pièces de freinage de Caen à Sept Fons, qui amplifie nos inquiétudes quant à la possibilité de vente de la fonderie de Sept Fons à un sous-traitant.
- De nouveaux gains de productivité sur tous les sites, avec notamment la baisse des effectifs de structure (maintenance, qualité, logistique, etc..).

La CGT n'approuve pas ces objectifs qui privilégient les marges financières au détriment des salariés, de l'emploi, des conditions de travail et des compétences.



Nouveau Contrat Social 2016

Réduction injustifiée

De la masse salariale

Ce sont plus de 15 000 emplois qui ont été supprimés sur le groupe depuis le 1^{er} janvier 2013, cette politique doit cesser.

Quelles conséquences sur les sites de Metz et Trémery en 2016 ???

- Prévisions des départs en congés séniors pour le site de Metz : **117**
- Estimations mobilités sécurisées (GPEC) pour le pôle Metz / Trémery : **36**
- Estimations départs dans le cadre du DAEC hors congés séniors pour le pôle : **58**

Pour aller plus vite la direction utilise aussi d'autres méthodes.

- Projet d'externalisation du magasin hors flux et de la maintenance extérieure.

Ce sont **18 postes** qui vont être cédés à la sous-traitance.

Les salariés concernés ont été informés par leur hiérarchie de ces changements, alors que la direction nous dit que rien n'est arrêté.

- Le service de surveillance fait aussi appel à la sous-traitance pour tout renouvellement de poste.
- En centrale ce sont maintenant des maintenanciers qui doivent dépanner et conduire les lignes. La maintenance intégrée, encore un moyen de réduire les effectifs.
- Sur le DAEC au sens strict, mesures de départ de l'entreprise et de mobilité interne, force est de constater que la direction maltraite la notion de volontariat, faisant courir aux salariés des risques psycho-sociaux importants.
Nous demandons à la direction de mettre fin à de telles méthodes et nous exigeons la consultation du CHSCT.
- Sur le contrat de génération, nous avons toujours donné un avis favorable au congé-senior qui nous permet de sortir de l'hypocrisie du PREC, et permet aux anciens de garder leur contrat PSA jusqu'à leur retraite sans avoir à pointer à Pôle emploi et à vivre des allocations ASSEDIC.
Nous avons fait connaître nos demandes pour l'amélioration de ce congé-senior, tant en matière de durée que de montant d'incitation et d'indemnisation. Nous regrettons que la direction ne les ait que très partiellement prises en compte, et ait refusé la revalorisation du plancher de rémunération.

La CGT dénonce le sabotage de l'usine de Metz. Les deux dernières boîtes de vitesse ne sont en effet pas fabriquées à Metz ou à Valenciennes, mais achetées à la concurrence.